



FSU. LANDES

L'ÉCOLE PUBLIQUE EST EN DANGER

**11.200 suppressions de postes
(9.000 enseignants en moins pour la rentrée 2008)**

**80.000 suppressions prévues
dans les 4 ans à venir.**



***FAUTE DE REPONSE DU GOUVERNEMENT,
EN JUIN NOUS POURSUIVONS L'ACTION
ET CONTINUONS D'EXPLIQUER...***

POUR UNE POLITIQUE ÉDUCATIVE AMBITIEUSE DE LA MATERNELLE AU LYCÉE

L'École publique est une richesse. Nous voulons le faire savoir.

La réussite des enfants à l'école est importante. L'éducation est une des clés pour bien s'en sortir dans la vie.

C'est pour une école plus efficace, qui donne à chacun les possibilités de réussir, que les enseignants ont déjà fait grève plusieurs fois cette année. C'est parce qu'ils souhaitent une école qui fasse plus et mieux pour chaque élève qu'ils sont encore mobilisés aujourd'hui.

Le gouvernement s'entête à maintenir les suppressions de postes, à multiplier les heures supplémentaires. Il remet aujourd'hui en cause le droit de grève dans l'éducation nationale à travers le « service minimum d'accueil », propose de créer une agence pour les remplacements, très inquiétante pour la continuité du service public et ses personnels. Il envisage une réforme de l'école primaire et des lycées sur fond de réduction des horaires élèves. Il décide de programmes dans le primaire qui réduisent la part de réflexion, de compréhension, de découverte et qui limitent la dimension culturelle des apprentissages.

Ses propositions d'ouverture de discussions, qui écartent les questions budgétaires, en particulier les conditions de la rentrée 2008, sont inacceptables. Une négociation digne de ce nom doit traiter les revendications des personnels et des usagers et non les seuls sujets choisis par ce gouvernement. Nous réclamons :

- le rétablissement des postes supprimés en particulier par la transformation des heures supplémentaires en emplois
- le maintien des enseignements dispensés aux élèves et des 26 heures dans le primaire
- l'amélioration des conditions d'études, la consolidation des trois voies de formation générale, technologique et professionnelle au lycée
- l'arrêt de la généralisation des bacs professionnels en trois ans qui conduirait à la disparition des sections de BEP, voies de réussite pour des élèves en difficultés
- l'ouverture de véritables négociations sur la revalorisation des métiers de l'éducation

Malheureusement, l'ensemble des choix gouvernementaux en matière éducative s'inscrit pleinement dans le cadre de la réforme statutaire de la fonction publique et de la révision générale des politiques publiques, qui menace 160.000 emplois dans les quatre prochaines années dont 80.000 dans l'Éducation Nationale.

**C'est pour défendre le service public d'éducation
que nous nous engageons.**

Nous comptons sur votre soutien et votre compréhension.

Ne pas jeter sur la voie publique SVP